

**COUR D'APPEL DE CAEN  
DEMANDE DE RÉINSCRIPTION  
D'UNE PERSONNE MORALE  
POUR UNE DURÉE DE 5 ANS  
sur la liste des experts  
dressée par la cour d'appel**

*adresser ce document une fois rempli et signé,  
accompagné des pièces justificatives demandées,  
avant le 1<sup>er</sup> mars (en vue d'une réinscription à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante)  
au procureur de la République près le tribunal judiciaire  
**dans le ressort duquel la personne morale candidate a son siège social**  
soit par courrier, soit par remise au service compétent.*

***ATTENTION, tout dossier insuffisamment ou inexactement  
complété ou non accompagné de la totalité des pièces justificatives  
nécessaires donnera lieu au rejet de la candidature concernée ;  
utiliser exclusivement ce document, sans aucune reproduction,  
conversion ni modification.***

## **I - IDENTITÉ DE LA PERSONNE MORALE CANDIDATE**

**ATTENTION**, chacun des renseignements demandés est indispensable à la bonne constitution de votre dossier.

Veillez préciser quels sont les éléments de coordonnées dont vous acceptez la diffusion auprès du public et la mention dans les décisions de désignation.

**dénomination sociale :**

**représenté.e par :** mentionner **IMPÉRATIVEMENT** les nom(s), prénom(s), date et lieu de naissance de la/du représentant.e de la personne morale candidate et joindre une copie recto verso de sa carte nationale d'identité en cours de validité ainsi que la justification de sa qualité de représentant.e légal.e

**siège social:**

**adresse mail de la structure** (champ à renseigner obligatoirement) :

**noms, prénoms, dates et lieux de naissance des dirigeant.e.s de la personne morale candidate (membres du conseil d'administration) :**

**II - SPÉCIALITÉ(S) DANS (LA)(LES)QUELLE(S) LA PERSONNE MORALE CANDIDATE DEMANDE SA RÉINSCRIPTION** *[se reporter à la nouvelle liste des rubriques et sous-rubriques d'inscription, fixée par arrêté ministériel du 22 août 2022, à laquelle il ne peut être dérogé : la personne morale candidate doit en conséquence demander sa réinscription dans (la) (les) (sous-)rubriques de cette nomenclature que sa son représentant.e estime correspondre au(x) domaine(s) de spécialité(s) au titre (du)(des)quel(s) elle est actuellement inscrit(e) par référence à l'ancienne nomenclature d'inscription, en veillant à ne pas confondre cette transposition avec une demande d'extension d'inscription]*

**La personne morale ci-dessus désignée demande sa réinscription dans (la) (les) (sous-)rubrique(s)**

*(rayer cette mention si elle est inutile)* **et souhaite une extension de son inscription dans (la)(les) (sous-)rubrique(s)** *préciser (la)(les) (sous-)rubrique(s) dans (la)(les)quelle(s) l'extension est sollicitée*

**III ELEMENTS DE NATURE A CARACTERISER LA COMPETENCE dans le(s) domaine(s) dans le(s)quel(s) est demandée la réinscription (de la)(des) personne(s) physique(s) qui, au sein de la personne morale, accompli(t)(ssent)(ront) pour son compte les missions qui lui (sont)(seront) confiées**

**diplômes ou titres universitaires, travaux scientifiques, techniques ou professionnels** *(indication de la nature des diplômes, des dates d'obtention et des coordonnées et références des établissements les ayant délivrés, joindre copies certifiées conformes en original des diplômes et justifications des travaux) :*

**activité ou profession exercée ou ayant été exercée, en rapport avec (la)(les) spécialité(s) demandée(s), dans des conditions conférant une qualification suffisante :**

#### **IV - QUESTIONNAIRE SUR L'INDÉPENDANCE ET LA PRÉVENTION DU RISQUE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS ENTRE DES MISSIONS D'EXPERTISE JUDICIAIRE ET DES LIENS AVEC (UNE)(DES) SOCIÉTÉ(S) ET/OU COMPAGNIES D'ASSURANCES**

Préciser quelle(s) (est)(sont) (la)(les) compagnie(s) ou société(s) d'assurance(s) garantissant la responsabilité civile professionnelle et/ou votre exercice (expertal) (de conseil) de la personne morale candidate :

Exerce-t-elle une partie de son activité à la demande d'une ou plusieurs société(s) d'assurance ?

**OUI / NON** (*raier la mention inutile*)

Si **OUI** :

1) dans quel(s) domaine(s) (*appréciation de préjudices matériels, économiques et/ou financiers, réparation de dommages corporels, responsabilité de professionnels, vices de construction ou vices cachés...*)?

2) est-elle lié.e avec une/des sociétés d'assurance par un contrat prévoyant votre intervention régulière comme expert à ses/leurs côtés ?

**OUI / NON** (*raier la mention inutile*)

[apporter toute(s) précision(s) utile(s)]

3) préciser le nom de(s) (la) (chacune des) compagnie(s) et/ou société(s) d'assurance à la demande d(e)(s)(la)quelle(s) elle est intervenu.e au cours de sa dernière période (d')(de ré)inscription :

4) préciser en complétant le tableau ci-après quelle est la part de son activité totale exercée à la demande de (cette)(ces) société(s) et/ou compagnie(s) d'assurance au cours de sa dernière période (d')(de ré)inscription:

répartition :	entre :					
	missions confiées par une <b>juridiction</b>		missions confiées par une <b>compagnie ou société d'assurance</b>		<b>autres missions</b> expertales et/ou d'assistance expertale	
des <b>missions</b> traitées (en nombre de missions)	année n-4		année n-4		année n-4	
	année n-3		année n-3		année n-3	
	année n-2		année n-2		année n-2	
	année n-1		année n-1		année n-1	
	total		total		total	
du <b>(chiffre d'affaires) (revenu de l'activité)</b> [expertal(e)] [et/ou de conseil] <b>(en pourcentage approximatif)</b>	année n-4		année n-4		année n-4	
	année n-3		année n-3		année n-3	
	année n-2		année n-2		année n-2	
	année n-1		année n-1		année n-1	
	soit en moyenne par an :		soit en moyenne par an :		soit en moyenne par an :	

(\*) les renseignements fournis en réponse à ce § V constituent des données publiques susceptibles d'être communiquées, sur leur demande, aux parties et à leurs avocats

## V - ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné.e (mentionner IMPÉRATIVEMENT les prénom(s) et nom(s) de la/du signataire représentant la personne morale candidate)

agissant en qualité de représentant.e légal.e de la personne morale candidate, certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies dans le cadre de la présente candidature et :

- que chacun.e des dirigeant.e.s de la structure candidate ci-dessus mentionné.e.s remplit les conditions suivantes :

- ne pas avoir été l'auteur.e de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ;

- ne pas avoir été l'auteur.e de faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

- ne pas avoir été frappé.e de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre II du livre VI du code de commerce ;

- n'exercer aucune activité incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires d'expertise.

- que la personne morale exerce une activité depuis un temps et dans des conditions lui ayant conféré une suffisante qualification par rapport (à la)(aux) spécialité(s) dans (la)(les)quelle(s) elle sollicite sa réinscription,

- que cette activité n'est pas incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires d'expertise,

- que la personne morale dispose des moyens techniques et du personnel qualifié approprié ;

- qu'elle a son siège social, une succursale ou un établissement technique en rapport avec sa spécialité, dans le ressort de la cour d'appel.

La personne morale candidate que je représente s'engage à faire connaître sans délai et par écrit au **service des experts et des enquêteurs sociaux de la cour d'appel de Caen** les changements qui interviendraient dans sa situation ou apporterait une modification aux renseignements fournis.

Détent.rice.eur de l'adresse électronique ci-dessus mentionnée, **la personne morale que je représente accepte d'y recevoir des courriers par ce mode de transmission et reconnaît comme réceptionnée chacune des transmissions qui lui y sera adressée par messagerie électronique.**

[porter en bas de cette page les initiales de la/du signataire de la présente déclaration]

Je déclare expressément au nom de la personne morale que je représente avoir connaissance que **l'inscription sur la liste des experts présentant un caractère temporaire**, elle devra **solliciter sa réinscription sur la liste des experts** pour une nouvelle période de cinq années, **avant le 1er mars de la dernière année de validité de son inscription**, en en faisant la demande auprès du procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort duquel elle a ou aura son siège social, à défaut de quoi, elle perdra automatiquement le bénéfice de son inscription au 31 décembre de la dernière année de sa période quinquennale d'inscription.

Fait a

Le

(Nom(s), prénom(s), et signature de la  
personne habilitée à représenter la personne morale candidate)